



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaines du 3 au 14 août 2026

Faits saillants

- Confirmation de l'intervention coordonnée du Japon et des Etats-Unis en soutien au yen
- Approbation de la baisse de 8 % à 1 % de la taxe à la consommation sur les produits alimentaires pour deux années
- Toyota relève ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'exercice 2026-2027 sur fond de dépréciation continue du yen
- La Corée du Sud dévoile ses « 7 SEEDs » afin de soutenir sa croissance future à l'ère de l'IA.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 14/08	Var. vs. 07/08
USD/JPY	159,1	+0,44 %
USD/KRW	1 412	-0,70 %
Nikkei 225	68 713 pts	+4,74 %
KOSPI	6 978 pts	+11,49 %
JGB 10 ans	2,877 %	+7,7 pbs
KTB 10 ans	4,305 %	+10,7 pbs

Japon

Macroéconomie

Taxe à la consommation | Le gouvernement Takaichi a approuvé le 5 août la quasi-suspension de la taxe à la consommation sur les produits alimentaires, de 8 % actuellement à 1 %, à compter d'avril 2027, pour une durée de deux ans. La mesure vise à soutenir le pouvoir d'achat des ménages, alors que la consommation privée – qui contribue à hauteur de 50 % à la croissance réelle – reste fragile : les dépenses des ménages ont en effet reculé de -3,3 % sur un an en juin, pour un 7^{ème} mois de baisse consécutif, malgré la hausse continue des salaires réels (+1,6 % en glissement annuel en juin). Alors qu'aucune ressource fiscale alternative n'a été identifiée à ce stade pour compenser la perte annuelle de l'ordre de 4 800 Mds JPY (30 Mds USD), l'administration Takaichi s'est engagée à ne pas recourir à des émissions obligataires supplémentaires, ainsi qu'à rétablir la taxe en avril 2029, afin de préserver la soutenabilité budgétaire et la confiance des marchés. Fin juin 2026, la dette publique japonaise a atteint un montant record de 1 347 000 Mds JPY (8 464 Mds USD), selon le ministère des Finances.

Résultats financiers | Les entreprises japonaises cotées ont enregistré une forte progression de leurs bénéfices au 2^{ème} trimestre 2026, soutenus notamment par la faiblesse du yen, la demande liée à l'intelligence artificielle et leur capacité croissante à répercuter la hausse des coûts des

intrants sur les prix finaux. Les bénéfices nets de 956 sociétés du *Prime Market* ont progressé de +68 % en moyenne sur un an au 2^{ème} trimestre, tandis que leur chiffre d'affaires a crû de +14 % et leur marge nette de +9 %, au rythme le plus rapide depuis 2008. Les six principaux groupes japonais dans le secteur des semi-conducteurs (*Kioxia Holdings, Advantest, Tokyo Electron, Disco, Screen Holdings* and *Kokusai Electric*) ont à eux seuls vu leurs bénéfices plus que quadrupler, pour atteindre 1 230 Mds JPY (7,7 Mds USD). Les entreprises cotées du la Place financière japonaise devraient ainsi accroître leurs dividendes de +6 % en moyenne en 2026, établissant un record pour la 6^{ème} année consécutive. Cette bonne performance participe toutefois à la modification de la composition de la balance des paiements. En juin, le Japon a ainsi affiché un solde courant déficitaire en juin, à -92 Mds JPY (580 Mi USD), pour la 1^{ère} fois en 17 mois, du fait notamment de la forte hausse des dividendes versés aux investisseurs étrangers (qui détiennent près de 30 % de la valeur boursière du *Tokyo Stock Exchange*), réduisant de -74 % le solde des revenus primaires. La hausse des importations énergétiques a aussi contribué à ce déficit. Sur l'ensemble du 1^{er} semestre, le compte courant demeure néanmoins excédentaire de 17 400 Mds JPY (soit 109 Mds USD ; +22,5 % par rapport à l'an dernier), porté en particulier par les exportations de semi-conducteurs liés à la demande globale de l'IA.

Politique monétaire | Les attentes de marché d'une hausse prochaine du taux directeur (fixé à 1 % depuis le 16 juin 2026) se sont renforcées à la suite de la publication par la BoJ du compte-rendu de la réunion de politique monétaire des 30 et 31 juillet, plusieurs membres du *Policy Board* ayant souligné le risque d'une inflation sous-jacente progressant au-delà de la cible de +2 %. Les investisseurs anticipent désormais une accélération du rythme de resserrement, jusqu'à présent semi-annuel : la probabilité d'une hausse de 25 bps au 18 septembre atteint près de 80 %, tandis qu'un deuxième rehaussement avant mars 2027 est pleinement intégré dans les cours. Cette inflexion *hawkish* de la BoJ fait suite aux remarques récentes du Secrétaire américain au Trésor S. Bessent quant à la nécessité d'une normalisation de la politique monétaire japonaise sans ingérence politique (l'administration Takaichi affichant explicitement sa préférence pour un environnement monétaire accommodant, en cohérence avec sa politique budgétaire expansionniste).

Secteur financier

Marché des changes | Depuis les épisodes de brusque appréciation du 30 juillet au 3 août dernier, la devise japonaise a rendu une large partie de ses gains, renouant avec son niveau du 31 juillet à 159,1 JPY pour 1 USD (et 183,9 JPY pour 1 EUR). Alors que sa valeur avait pris jusqu'à 4,5 % face au dollar US et 3,9 % face à l'euro sous l'effet des interventions coordonnées des autorités japonaises et américaines (1^{ère} opération nippo-américaine coordonnée depuis 1998), le yen cède ainsi à nouveau aux pressions dépréciatives qui s'exercent sur son cours, au premier rang desquelles figure l'essor des *carry trades* motivées par le différentiel de taux directeur de 250 à 275 bps entre la Banque du Japon (BoJ) et la Réserve fédérale des Etats-Unis. Si la trajectoire dépréciative du yen semble se stabiliser à l'approche du seuil psychologique de 160 JPY pour 1 USD, la décision de politique monétaire du 18 septembre prochain sera déterminante pour endiguer durablement cette tendance baissière. Pour autant, l'intervention coordonnée de Washington et Tokyo a entraîné un apaisement des mouvements spéculatifs sur le cours du yen, la *U.S. Commodity Futures Trading Commission* rapportant une réduction hebdomadaire de -70 % des positions spéculatives nettes vendeuses sur le yen au 4 août 2026. A noter que le montant engagé pour défendre la devise japonaise le 30 avril dernier établit un record journalier à 39,6 Mds USD selon une ventilation détaillée des réserves de changes publiée le 7 août dernier par le ministère des Finances, qui sera vraisemblablement surpassé par l'intervention nippone du 30 juillet (estimée à 59 Mds USD). Pour rappel, le Trésor américain aurait cédé entre 5 et 10 Mds € en appui de l'intervention de Tokyo.

Marché obligataire | Le marché obligataire japonais fait face depuis mi-juillet à des pressions haussières sur les taux, reflétant (i) l'anticipation d'une normalisation monétaire plus rapide de la BoJ, et surtout (ii) l'incertitude budgétaire persistante, notamment dans le sillage de l'adoption de la quasi-suspension de la taxe à la consommation alimentaire dès le début de l'exercice fiscal 2027-2028. La prime de risque exigée par les investisseurs porte les taux obligataires proches de seuils records depuis 30 ans, sur les maturités courtes comme longues : le taux des obligations souveraines (JGBs) à 5 ans atteint ainsi 2,142 % (record historique), celui à 10 ans 2,878 %, et celui à 30 ans 4,015 % ; soit respectivement +60 bps, +81 bps et + 61 bps depuis le début de l'année 2026. Le ministère des Finances estimait en février que la charge du service de la dette pourrait représenter 30 % des dépenses totales du gouvernement en 2029 (contre déjà 24 % pour l'exercice fiscal 2026), selon un scénario plutôt conservateur anticipant un taux à 3,0 % des obligations à 10 ans, une croissance économique nominale à 1,5 % et une inflation contenue à +1 %. La presse locale a rapporté au 5 août que la Première ministre Takaichi avait demandé au Gouverneur de la BoJ, K. Ueda, le soutien de la Banque centrale – qui détient déjà 48 % de l'encours de la dette nippone – en cas de tensions renouvelées sur la courbe des taux, à l'occasion de leur entretien ayant eu lieu le 22 mai dernier. En juin, la BoJ avait annoncé une stabilisation de ses achats de JGBs à partir d'avril 2027 (rompant avec la réduction très graduelle engagée depuis l'été 2024), pour un montant de 2 000 Mds JPY (13 Mds USD) par mois.

Secteurs non financiers

Automobile | Toyota Motor a relevé ses prévisions pour l'exercice 2026-2027, tablant désormais sur un chiffre d'affaires de 54 000 Mds JPY (339 Mds USD, en hausse de +6,5 % sur un an), et un bénéfice net de 3 250 Mds JPY (20,4 Mds USD). Cette révision s'explique par la dépréciation continue du yen, qui générerait un ajustement positif estimé à 480 Mds JPY pour le numéro un du secteur : à titre indicatif, une baisse d'un yen face au dollar US augmenterait le bénéfice opérationnel de Toyota de 50 Mds JPY. Cette dynamique est soutenue par une demande stable en Amérique du Nord et en Europe — notamment en véhicules hybrides — venant compenser un ralentissement de la demande asiatique. Par ailleurs, le rebond des ventes au Moyen-Orient a pu être assuré par le déploiement de routes logistiques alternatives dans la région.

Startups | Afin de faciliter l'accès des startups au financement, les autorités envisagent d'assouplir la réglementation applicable aux prêteurs non-bancaires. De manière à stimuler l'écosystème entrepreneurial national, la *Financial Services Agency* (FSA) étudierait la possibilité d'assouplir les exigences réglementaires en vigueur pour les prêteurs non-bancaires, tels que les fonds d'investissement. Ces mesures viseraient à élargir l'accès des jeunes entreprises au crédit, dans un contexte où leur financement reste difficile : en 2025, les prêts qui leur ont été accordés ont reculé de 10 % pour s'établir à 220 Mds JPY, un niveau bien inférieur à celui observé aux États-Unis. Si les startups peinent à obtenir des financements, notamment faute de garanties tangibles (actifs immobiliers), de nouveaux acteurs spécialisés émergent, proposant des solutions de financement accélérées grâce à l'usage de l'intelligence artificielle. L'abaissement, voire la suppression du seuil minimal de capital d'un milliard de yens actuellement requis pour l'émission d'obligations d'entreprise, pourrait favoriser la multiplication des financements de startups par ces acteurs. Ces mesures devront être soumises à l'examen du Cabinet de la Première Ministre, avant d'être transmises au Parlement l'année prochaine, en vue d'un amendement au cadre juridique datant de 1999.

Semiconducteurs et IA | Un projet d'envergure est en cours de négociation entre Sony Group et le groupe taïwanais TSMC, sous la forme de *joint venture* (contrôlée à 60 % par Sony et à 40 % par TSMC), visant à ériger un site de production de semi-conducteurs et capteurs nouvelle génération. Prévu pour démarrer en 2029, ce projet représenterait un investissement estimé à 1 000 Mds JPY (soit plus de 6,3 Mds USD), équivalent à quatre années de dépenses

d'investissement pour *Sony*. Ce site aurait pour ambition d'alimenter les besoins futurs en capteurs des caméras haut de gamme des *iPhone*, tout en contribuant à accélérer le développement de l'IA physique au Japon, en renforçant les capacités de reconnaissance des robots autonomes. L'initiative s'inscrit peu de temps après l'annonce, fin juillet, par *Mitsui Fudosan* du lancement d'un centre de R&D dédié à l'IA physique au sein du même hub de *Koshi* à Kumamoto. Par ailleurs, en réaction à cette dynamique, des investissements significatifs sont attendus en Corée du Sud avec *Samsung Electronics* et en Chine avec *Omnivision*. Si les projets sur le site de *Koshi* s'avèrent éligibles aux aides financières accordées aux entreprises évoluant dans les 17 secteurs stratégiques prioritaires identifiés pour horizon 2040 (incluant les semiconducteurs et l'IA), l'Etat japonais pourrait y apporter un soutien financier substantiel.

Sécurité énergétique | Le gouvernement japonais travaillerait à l'élaboration de plusieurs mesures de soutien aux pays du Golfe, notamment dans le domaine des infrastructures pétro-gazières. Ce soutien pourrait prendre la forme d'un appui technique et financier destiné à la remise en état des infrastructures endommagées, une fois le conflit stoppé, et à la construction de nouvelles installations. Si l'architecture réglementaire et financière de ce dispositif n'a pas encore été dévoilée, un renforcement du rôle de la *Japan Organization for Metals and Energy Security* (JOGMEC) en tant qu'investisseur dans la région est attendu. Un engagement accru de JOGMEC permettrait au Japon de peser davantage sur la réorganisation des flux énergétiques régionaux, notamment sur le développement d'infrastructures de transport alternatives. En effet, les alternatives existantes au détroit d'Ormuz (notamment via l'Oléoduc Est-Ouest et la Mer rouge), permettent le transit d'environ 50 % des besoins pétroliers du Japon, confortant le rôle du Moyen-Orient de premier fournisseur pétrolier du Japon. Cependant, ces voies de contournement sont désormais limitées par leur capacité, et leur développement nécessitera de nouveaux investissements auquel le gouvernement japonais entend participer au nom de sa sécurité énergétique. Au-delà de la sécurisation des flux énergétiques et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement régionales, la reconstruction du Moyen-Orient pourrait également offrir des opportunités à l'export pour les équipementiers japonais.

Corée du Sud

Macroéconomie

Exportations | Les exportations sud-coréennes ont connu une forte progression au 2^{ème} trimestre 2026, à 275 Mds USD, soit une hausse de plus de 50 % sur un an, tirée par les ventes de semi-conducteurs (22 % du total des exports). Le boom du secteur des semi-conducteurs, porté par la forte demande en IA, a conduit l'agence *Bloomberg* à relever ses prévisions de croissance économique pour la Corée à 3,3 % pour 2026, une estimation supérieure à celle établie par le gouvernement le mois dernier (3 %). Par taille d'entreprise, les exportations des grandes entreprises ont bondi de +81 %, en particulier celles des 10 premiers conglomérats, tandis que les entreprises de taille moyenne et les PME n'ont connu qu'une légère hausse (environ +10 %). Par destination, les exportations ont progressé à destination des États-Unis, de la Chine et des pays de l'Asie du Sud-Est, en particulier du Vietnam, tandis que celles à destination du Moyen-Orient ont diminué. Les importations sud-coréennes se sont élevées à 188,9 Mds USD, portant le surplus commercial de la Corée à 30,32 Mds USD (contre 6,61 Mds en juillet 2025). Cette dynamique prolonge le rallye initié début 2026, les exportations s'étant élevées à 87 Mds USD en mai et à 102 Mds USD en juin, alors qu'elles stagnaient autour de 55-60 Mds USD par mois depuis 2022.

Marché du travail | Le taux de chômage sud-coréen s'établit à 2,6 % en juillet, en hausse de +0,2 point sur un an mais bien inférieur à la moyenne de l'OCDE (environ 5 %), tandis que l'emploi poursuit sa progression avec la création de 180 000 nouveaux emplois en juillet. Cette croissance de l'emploi masque toutefois des disparités générationnelles propres au marché coréen. La part des 55-75 ans représente désormais près de 35 % des actifs, contre environ 25 % il y a dix ans, illustrant le poids croissant des personnes âgées dans la population active coréenne (10 millions). Cette évolution traduit le vieillissement rapide de la population coréenne, la Corée étant devenue un pays « sur-âgé » selon la définition retenue par l'ONU, avec une proportion des +65 ans totalisant 20 % de sa population. À l'inverse, les 15-29 ans rencontrent des difficultés croissantes pour s'insérer durablement sur le marché du travail, leur taux de chômage s'établissant à 6,8 % en juillet, supérieur à celui du Japon (3 %). Les perspectives autour de l'impact de l'IA sur l'emploi tendent à renforcer les craintes des jeunes actifs, notamment des jeunes diplômés.

Secteurs non financiers

Industries avancées | La Corée du Sud a dévoilé mercredi ses « 7 SEEDs » lors d'une réunion interministérielle organisée par le *Ministry of Science and ICT* (MSIT), en présence du Président LEE, afin de faire des technologies de nouvelle génération de futures sources de croissance à l'ère de l'IA. Ce projet cible 7 domaines stratégiques dont le gouvernement entend maîtriser localement les technologies et les infrastructures critiques : (i) les SMR (*small modular reactors*), (ii) la technologie quantique, (iii) l'espace et l'aéronautique, (iv) la fusion nucléaire, (v) les énergies renouvelables, (vi) la bio avancée, (vii) les chaînes d'approvisionnement avancées (minerais critiques, composants et équipements). L'augmentation des capacités en énergie propre occupe une place centrale, afin d'accompagner les besoins énergétiques croissants liés au développement des trois mégaprojets centrés sur l'IA. La Corée prévoit en particulier de commercialiser un i-SMR et de développer deux réacteurs à fusion nucléaire intégrant l'IA, ainsi que des technologies solaires avancées et des éoliennes de plus de 20 MW. Le gouvernement souhaite en parallèle développer une *K-Quantum Foundry* et des biofondries, ouvrant des perspectives de partenariat publics-privés et de nouveaux marchés. Si l'Etat affiche sa volonté de ne pas manquer un virage technologique en se positionnant comme un investisseur et un partenaire clé du déploiement industriel – 6,25 Mds USD d'investissements dans la R&D consacrée aux matériaux et composants avancés ont notamment été annoncés sur 5 ans – le développement des « 7 SEEDs » dépendra toutefois, outre la question des financements, de sa capacité à mobiliser de la main-d'œuvre et à adapter son cadre réglementaire.

Semi-conducteurs | La Corée du Sud a promulgué une loi spéciale sur les semi-conducteurs, entrée en vigueur le 11 août, qui vise à structurer le déploiement des trois « mégaprojets » dans l'IA, les centres de données et les semi-conducteurs, annoncés le 29 juin dernier. Le décret porte sur la création d'un Comité spécial, présidé par le Président LEE, chargé d'examiner la stratégie nationale de développement de clusters industriels de semi-conducteurs, dont l'Etat et les collectivités locales devraient prendre en charge de 50 % à 100 % du coût total. Le site de Gwangju-Jeolla, dont le terrain accueille un aéroport militaire et des installations militaires américaines, est candidat pour abriter l'un de ces clusters. Le gouvernement prévoit de libérer le terrain de 8,26 km² d'ici 2028, afin d'achever la construction d'une première usine en 2029, pour une entrée en production en 2030. *Samsung Electronics* et *SK Hynix* prévoient d'y investir environ 800 Mds KRW (564 Mds USD), avec la construction de quatre usines. La réalisation de ce cluster dépendra néanmoins de la construction rapide de nouvelles capacités de production d'électricité et d'approvisionnement en eau, ainsi que des potentiels reports d'investissements des grands groupes privés, qui demeurent liés à la demande mondiale.

Sécurité économique | La Corée du Sud poursuit sa stratégie de sécurité économique en diversifiant ses approvisionnements et ses partenaires, comme l'illustre la tournée du président LEE en Argentine, au Chili et au Brésil fin juillet. La Corée prévoit ainsi d'importer du pétrole argentin et de renforcer sa coopération avec l'Amérique Latine dans les minerais critiques - lithium et terres rares -, le gaz naturel, le nucléaire ou encore le spatial. En parallèle, Séoul a réaffirmé sa volonté de rejoindre l'accord global et progressif de partenariat transpacifique (CPTPP) et a engagé des discussions avec le MERCOSUR. Cette diversification a pour but de réduire l'exposition de la Corée aux potentielles ruptures de chaînes de valeur, dans un contexte d'incertitudes économiques et géopolitiques marqué par les tensions au Moyen Orient et de conflits commerciaux accrus. Au-delà de l'Amérique Latine, l'administration LEE renforce ses coopérations stratégiques, notamment avec des pays riches en ressources, tels que l'ASEAN, l'Australie ou encore l'Inde, dans le cadre de son agenda de sécurité économique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr